Moreau et Proyart, pédagogues en attente du prince et éducateurs de la nation

Moreau and Proyart as educationists awaiting the prince and educators of the nation

Moreau und Proyart, Pädagogen in Erwartung eines Prinzen und Erzieher der Nation

Moreau y Proyart, pedagogos esperando al príncipe y educadores de la nación

Bernard Hours

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2426>

DOI : 10.4000/histoire-education.2426

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2011

Pagination : 153-176

ISBN : 978-2-84788-360-2

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Bernard Hours, « Moreau et Proyart, pédagogues en attente du prince et éducateurs de la nation », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 132 | 2011, mis en ligne le 01 octobre 2013, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2426> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2426>

Moreau et Proyart, pédagogues en attente du prince et éducateurs de la nation

Bernard HOURS

Un questionnement sous-tend généralement l'étude des éducations princières, en particulier dans les biographies consacrées aux souverains : la culture acquise par le prince le situait-elle dans une moyenne, ou était-elle supérieure ? Questionnement qui fait écho à un jugement souvent emprunté aux contemporains par l'historiographie : l'éducation du prince est négligée. C'est devenu une « idée reçue » à inscrire dans le dictionnaire de Flaubert. On l'a longtemps dit de Louis XIV. On a souvent reproché à Fleury d'avoir favorisé la paresse du petit Louis XV pour mieux le dominer. Enfin, l'éducation de Louis XVI a souvent été jugée en retard sur son époque, c'est-à-dire en décalage et en retrait par rapport au mouvement des Lumières. Les biographes récents des trois derniers monarques de l'Ancien Régime ont eu beau jeu de faire justice de cette vision fallacieuse et de souligner l'attention et les soins qui avaient été portés à les éduquer et à les instruire. Il « suffisait » d'étudier les sources négligées jusque-là, pour rétablir la vérité, au risque de reconstruire un *topos* hagiographique en s'extasiant sur les connaissances engrangées par ces élèves hors du commun.

Mais, relativement à un souverain en puissance, la vraie question politique n'est pas tant d'évaluer le degré et la qualité de la culture transmise et assimilée, que de comprendre le projet idéologique qui sous-tend l'action des éducateurs. Autrement dit, de caractériser quel roi on a voulu qu'il devînt et par conséquent de définir quel modèle on lui a présenté. L'éducation du prince

visé à lui forger un imaginaire qui lui permette de s'approprier une identité irréductible à toute autre¹. Cet enjeu explique la floraison des *Institutions du Prince* aux XVI^e et XVII^e siècles, prolongeant les *Miroirs* de la période médiévale². Mais, dès lors que l'éducation du prince donne lieu à une littérature imprimée et diffusée, elle vise, au moins *de facto*, un public plus large. Les stratégies qui président à la publication de ce type d'ouvrage sont multiples. L'auteur peut, de la sorte, essayer d'attirer l'attention et de se mettre sur les rangs pour être choisi comme le futur précepteur ou au moins d'être associé à l'éducation effective du futur roi. Mais il peut également faire œuvre « partisane » : en forgeant un modèle du bon prince, il peut se faire le thuriféraire du pouvoir en place, de ses fondements idéologiques et de la représentation qu'il donne de lui-même. Avec toute la prudence que requiert l'emploi du terme à l'époque moderne, il se fait alors « propagandiste » du système en place. Il peut au contraire proposer un contre-modèle ou du moins des conceptions nouvelles porteuses d'une évolution possible de la monarchie. Quelle que soit sa position, il introduit le modèle monarchique dans l'espace public, il en fait l'objet d'une « publicité » et éventuellement d'un débat. Dans cette perspective, la publication des *Institutions du Prince* et des ouvrages assimilés élargit au « public » tout entier l'entreprise pédagogique organisée pour l'éducation d'un enfant bien particulier. Mais cette pédagogie comporte des risques. En effet, en voulant susciter l'adhésion de l'espace public à un modèle, on lui fournit aussi les outils d'une vigilance à la réalisation effective de ce modèle. Le pédagogue virtuel du prince contribue implicitement – ou veut contribuer – à forger le jugement de ses sujets ; en même temps, il met sur la sellette la monarchie et ses possibles modèles.

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, une représentation cohérente du prince chrétien qui à bien des égards reprenait des éléments plus anciens empruntés notamment à Fénelon³, a été forgée pour l'éducation des petits-fils de Louis XV et particulièrement du duc de Berry, futur Louis XVI. Cette représentation s'est développée d'une part en réaction à la contestation du modèle

1 De cette appropriation, le meilleur exemple demeure les *Réflexions sur mes entretiens avec le duc de La Vauguyon* composées par le duc de Berry, futur Louis XVI, et analysées par Ran Halévi, « Le testament de la royauté », in R. Halévi (dir.), *Le savoir du prince du Moyen Âge aux Lumières*, Paris, Fayard, 2002, p. 311-361.

2 Isabelle Flandrois, *L'Institution du prince au début du XVII^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1992.

3 Jacques Le Brun, « Du privé au public : l'éducation du prince chez Fénelon », in Ran Halévi (dir.), *op. cit.*, p. 235-260.

monarchique de droit divin sur lequel s'était édifiée la puissance des Bourbons, d'autre part en écho au débat éducatif qui accompagna la fermeture ou le transfert des collèges jésuites à d'autres congrégations et d'autres tutelles⁴. Plus encore, cette représentation, se met en place au terme de trois décennies de crises politico-religieuses qui ont une nouvelle fois placé au cœur du débat la question du rapport entre les deux puissances spirituelle et temporelle, et qui ont abouti à l'expulsion de la Compagnie de Jésus en 1762-1764 et à la constitution de la commission des réguliers en 1766. L'idéal politique qui sous-tend cette représentation s'inscrit dans une stratégie de défense religieuse, devenue un facteur des tensions qui divisent déjà la culture politique de la France pré-révolutionnaire en deux camps antagonistes. Deux auteurs prolixes ont joué, sur un registre différent, un rôle important dans cette entreprise de pédagogie politique pour le prince et donc pour la nation : Jacob-Nicolas Moreau (1717-1803) et l'abbé Proyart (1743-1808).

I – Deux « pédagogues à distance »

Le premier est désormais bien connu comme l'un des derniers défenseurs de la monarchie d'Ancien Régime⁵. Né dans une famille provinciale marquée par le refus de la bulle *Unigenitus*, il devint avocat comme son père, son grand-père et son oncle maternels. Ses études et les débuts de sa carrière se firent dans l'orbite de la famille du chancelier d'Aguesseau qui avait procuré à son père une place d'avocat au Conseil et de qui il hérita ses fortes conceptions gallicanes. Il fut reçu au barreau de Paris en 1741 et prit ses distances à l'égard des jansénistes à l'époque de la querelle des refus de sacrement. À partir de 1755, remarqué par le maréchal de Noailles, il entra au service du

4 Roger Chartier, Marie-Madeleine Compère, Dominique Julia, *L'éducation en France du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris, SEDES, 1976, p. 208.

5 Outre le dernier ouvrage en date, Blandine Hervouët, *Jacob-Nicolas Moreau, le dernier des légistes*, Paris, L.G.D.J., 2009 (thèse d'histoire du droit), il faut citer au moins : Blandine Barret-Kriegel, *Les historiens de la monarchie*, Paris, Presses universitaires de France, 1986-1988 ; Keith M. Baker, *Au tribunal de l'opinion. Essai sur l'imaginaire politique au XVIII^e siècle*, Paris, Payot, 1993 ; Edmond Dziembowski, « Les débuts d'un publiciste au service de la monarchie : l'activité littéraire de Jacob-Nicolas Moreau pendant la Guerre de Sept Ans », *Revue d'histoire diplomatique*, 1995, n° 4, p. 306-333 ; Dieter Gembicki, *Histoire et politique à la fin de l'Ancien Régime. Jacob-Nicolas Moreau*, Paris, Nizet, 1979 ; Robert J. Morrissey, *L'empereur à la barbe fleurie : Charlemagne dans la mythologie et l'histoire de France*, Paris, Gallimard, 1997. Sur l'itinéraire de Moreau, je me permets également de renvoyer à mon article : « Religion, ambition et sociabilité dans les Souvenirs de Jacob-Nicolas Moreau », *Mélanges offerts à Bernard Gasperrin*, recueillis par Michel Vergé-Franceschi, Bibliothèque des Etudes Savoyennes t. I, Chambéry, 1994, p. 135-154.

gouvernement d'abord pour défendre sa politique à l'égard de l'Angleterre. Puis il s'engagea dans le combat contre les Encyclopédistes avec le célèbre pamphlet des *Cacouacs*⁶. Silhouette lui confia en 1759 la bibliothèque attachée au contrôle général des finances. Maintenu par Bertin, il constitua le célèbre Cabinet des Chartes, conçu comme un dépôt des monuments du droit public français au service du ministère. Il se posa dès cette époque en défenseur de l'autorité royale en butte à l'opposition de la magistrature et ce rôle lui fournit l'occasion d'entrer en contact avec le dauphin, fils de Louis XV, en 1763. L'année suivante, celui-ci lui confia une mission pour l'éducation de ses fils, mission qui constituait en même temps un véritable défi intellectuel à l'origine de deux des ouvrages les plus connus de Moreau :

« Le but que se proposa feu Monseigneur le Dauphin fut, Mgr, d'attacher à l'Histoire de France toutes les leçons de Morale, de Politique et de Droit public qu'il croyait nécessaires à l'éducation des Princes ses Enfants. Il voulait qu'en les faisant descendre depuis l'origine de notre monarchie jusqu'au règne de votre auguste aïeul, on les accoutumât à rechercher eux-mêmes les causes des révolutions que le Pouvoir a essuyées, des changements que la Constitution a soufferts, et des vicissitudes qui ont alternativement produit le bonheur et les calamités des peuples. Par là, l'Histoire était destinée à suppléer pour eux cette expérience tardive qui instruit les particuliers »⁷.

Le dauphin approuva le projet que Moreau lui soumit, mais la disparition de l'héritier du trône le 20 décembre 1765, suivie de relations difficiles avec le duc de La Vauguyon, gouverneur des princes, éloigna quelques temps Moreau de leur éducation. En 1767, La Vauguyon se résolut à faire appel à lui pour contribuer en particulier à la formation du duc de Berry, devenu dauphin⁸. Ces travaux accaparèrent désormais l'essentiel de son temps. Il composa en 1768 deux entretiens sur la Justice et sur la Fermeté. Les *Réflexions* rédigées par le duc de Berry témoignent de l'influence directe de la pensée de Moreau sur

6 *L'affaire des Cacouacs. Trois pamphlets contre les philosophes des Lumières*, présentation et notes de Gerhardt Stenger, Saint-Étienne, Presses universitaires de Saint-Étienne, 2004.

7 *Leçons de morale, de politique et de droit public puisées dans l'histoire de notre monarchie ou Nouveau plan d'étude de l'histoire de France rédigé par les ordres et d'après les vues de feu Monseigneur le Dauphin, pour l'instruction des Princes ses enfants*, Versailles, Imprimerie du Département des affaires étrangères, 1773, p. VIII-IX.

8 Semble-t-il, si l'on en croit Moreau lui-même, après avoir essayé de s'associer les services de deux autres publicistes : Charles-François Saboureux de la Bonneterie, agrégé à la faculté de droit en 1755, auteur d'une traduction et d'une défense des Constitutions des jésuites en 1762 (cf. *Mémoires secrets de Bachaumont*, Paris, Éd. Ravenel, 1830, p. 11, janvier 1762); puis l'abbé Bouquet qui devint ensuite commissaire du trésor des chartes, bibliothécaire et historiographe de la ville de Paris (*Journal encyclopédique*, mai 1780, p. 146).

la formation de ses conceptions politiques⁹. Il commença également la rédaction du grand ouvrage imaginé par le fils de Louis XV, divisé en « Discours », dont il remettait le manuscrit au dauphin au fur et à mesure de l'avancement de l'ouvrage, ce qui fut poursuivi une fois l'éducation du prince achevée¹⁰. Il semble que La Vauguyon, lorsqu'il exerçait encore sa fonction de gouverneur, n'ait pas systématiquement transmis les cahiers manuscrits au dauphin et que ce dernier s'en étant aperçu par la suite, ait demandé à Moreau de les lui apporter en mains propres. Dans un deuxième temps, le « précepteur à distance » décida de publier les travaux qu'il avait consacrés à l'éducation des princes. En 1773, parurent d'abord les *Leçons de morale... ou Nouveau plan d'étude de l'histoire de France*, mise en forme du *Prospectus* rédigé en 1764 à la demande du fils de Louis XV et publié en 1781¹¹. En 1775 *Les devoirs du prince réduits à un seul principe ou discours sur la justice*. Quatre ans plus tard, commençait la publication du grand œuvre de Moreau sous le titre des *Principes de morale, de politique et de droit public puisés dans l'histoire de notre monarchie ou Discours sur l'histoire de France* : il s'agissait des manuscrits remis à Louis XVI depuis 1768. Mais après le vingt-et-unième volume en 1789, Moreau interrompit une entreprise dont le sens avait changé avec le temps. Projet pédagogique à l'origine, elle était désormais étroitement associée à une stratégie de défense de la « constitution » traditionnelle de la monarchie. Cette même année 1789, Moreau publiait à la fois une *Exposition et défense de notre constitution monarchique française* et des *Maximes fondamentales du gouvernement français*¹². Il puisait son argumentation politique dans sa monumentale enquête historique.

Tandis que Moreau plaçait son œuvre sous les auspices du dauphin, père de Louis XVI, la mémoire de celui-là faisait l'objet à la même époque d'une

9 R. Halévi, *art. cit.*, p. 353 sq., et B. Hervouët, *op. cit.*, p. 477-494.

10 « Ce dernier ouvrage ne pouvait être fini avec l'éducation du Roi. Non seulement il m'a permis de le continuer ; il a bien voulu même que je lui présentasse tous les ans la suite de mon travail. L'Histoire des deux premières Races de nos Rois est faite et je m'occupe à la revoir, en même temps que j'avance dans la troisième », *Les devoirs du prince réduits à un seul principe ou discours sur la justice dédié au roi*, Versailles, de l'imprimerie du roi, département des Affaires étrangères, 1775, p. XII.

11 *Leçons de morale, de politique et de droit public*, *op. cit.* ; *Prospectus concernant les Principes de morale... ou Discours sur l'histoire de France*, Paris, Imprimerie royale, 1781.

12 *Exposition et défense de notre constitution monarchique française, précédée de l'historique de toutes nos assemblées nationales, dans deux mémoires, où l'on établit qu'il n'est aucun changement utile dans notre administration dont cette constitution même ne nous présente les moyens*, Paris, Moutard, 1789 ; *Maximes fondamentales du gouvernement français, ou Profession de foi nationale, renfermant tous les dogmes essentiels de notre symbole politique*, Paris, Moutard, Versailles, Blaisot, 1789.

entreprise apologétique qui associait à la fois la défense de la monarchie et celle de la religion. L'offensive avait commencé dès 1766, au lendemain de la mort du dauphin, par la publication de plusieurs oraisons funèbres et panégyriques du prince. Chaque auteur, en exaltant le prince, l'érigeait en fait en modèle du bon monarque selon ses propres vues : si la majorité le campait en champion de la religion, plusieurs s'ingéniaient au contraire à souligner sa tolérance et son ouverture aux Lumières¹³. Au début du règne de Louis XVI, une deuxième offensive, sans doute dirigée depuis la « Vieille Cour » autour de Mesdames Tantes, rappela à Louis XVI qu'il avait en son père le meilleur des modèles. Deux biographies du dauphin parurent la même année, en 1777, sous la plume d'une part de l'ancien jésuite Henri Griffet, et d'autre part de l'abbé Proyard. Toutes deux puisaient dans la documentation rassemblée par la dauphine et récupérée par ses belles-sœurs Adélaïde et Victoire. Elles avaient été commandées à leurs auteurs à l'époque du ministère Turgot, quand le jeune Louis XVI semblait prêter l'oreille aux sirènes réformatrices de la philosophie. L'abbé Liévin-Bonaventure Proyard, alors sous-principal au collège Louis-le-Grand¹⁴, s'était fait connaître par une hagiographie consacrée à un élève mort prématurément en 1768, Louis Décalogne (*L'Écolier vertueux*, 1772). Avec la *Vie du dauphin, père de Louis XVI*, il se découvrit une vocation : l'essentiel de son œuvre fut désormais consacré à l'exaltation de la famille royale¹⁵. Ainsi, en même temps que Moreau apportait chaque année une pierre supplémentaire au monument qu'il érigeait à la gloire de la monarchie française, Proyard offrait encore successivement à la dévotion des bons sujets un *Éloge du dauphin, père de Louis XVI* (1780), une *Vie du dauphin, père de Louis XV* (1782) et une *Histoire de Stanislas I^{er}, roi de Pologne* (1784). Alors que Moreau interrompit définitivement la publication des *Principes* en 1789, Proyard poursuivit son

13 Bernard Hours, *La vertu et le secret. Le dauphin, fils de Louis XV*, Paris, Champion, 2006, p. 103-114.

14 Proyard fut d'abord préfet d'humanités au collège Louis-le-Grand (1764-1772), avant d'y exercer la fonction de sous-principal jusqu'en 1778. De 1780 à 1791, il fut directeur du collège du Puy, cf. Gustave Dupont-Ferrier, *Du collège de Clermont au lycée Louis-le-Grand (1563-1920)*, t. I, *Le collège sous les Jésuites 1563-1762. Le collège et la Révolution 1763-1799*, Paris, 1921, p. 343 n. 1-2, t. III, *Mémoires justificatifs ; appendices et index général*, Paris, 1925, p. 69 ; Marie-Madeleine Compère et Dominique Julia, *Les collèges français 16^e-18^e siècles. Répertoire 1 - France du Midi*, Paris, 1984, p. 354.

15 *Id.*, « La célébration de la famille de Louis XV et la naissance de la culture blanche », Bruno Dumons et Hilaire Multon (éd.), « *Blancs* » et contre-révolutionnaires en Europe. *Espaces, réseaux, cultures et mémoires (fin XVIII^e-début XX^e siècles)*. France, Italie, Espagne, Portugal, Rome, École française de Rome, 2011, p. 225-242.

entreprise sous la Révolution, avec les vies de Madame Louise et de Marie Leszczyńska (1794).

A *priori*, n'ayant ni l'un ni l'autre exercé de fonction pédagogique auprès des enfants de la famille royale, ni Moreau ni Proyart ne devraient être retenus dans un dossier consacré à l'éducation des princes. La visée de leur œuvre est pourtant essentiellement pédagogique. Le titre des *Leçons de morale...* rappelait qu'il s'agissait du « plan d'étude de l'Histoire de France rédigé par les ordres et selon les vues de feu monseigneur le Dauphin pour l'instruction des princes ses enfants ». Celui de chaque volume des *Principes de morale, de politique et de droit public...* précisait que l'ouvrage suivait ce plan. Enfin, la publication faisait, aux yeux de Moreau, partie intégrante d'une démarche pédagogique élargie à l'espace public, dans la mesure où l'éducation du prince devenait de cette manière celle de la nation tout entière :

« Les devoirs du Souverain ne sont pas tellement isolés, que les peuples mêmes ne puissent profiter de la connaissance qu'on leur en donnera : je pense au contraire qu'elle leur est très utile, pour deux raisons.

1° Parce que ces devoirs même sont autant de droits à la reconnaissance publique, autant de motifs qui nous font aimer le gouvernement. [...]

2° Parce que les obligations du Souverain sont elles-mêmes le principe des engagements du Sujet. [...] Plus on connaîtra l'étendue et l'importance des devoirs de celle-ci, plus on sentira la justice et la nécessité de la soumission et des sacrifices qu'elle exige, non comme des preuves de notre dépendance, mais comme des moyens d'assurer notre liberté ».

Ce fut sans doute par ces motifs que l'on se fit toujours un devoir de publier les ouvrages qui avaient été composés pour l'éducation des princes. Louis XIV fit lui-même imprimer celui que Péliisson avait écrit par ses ordres : « et l'on sait tout ce qu'eût perdu la République des Lettres, si Bossuet et Fénelon eussent cru devoir condamner à l'obscurité leurs immortels chefs-d'œuvre »¹⁶.

En apparence, la visée de Proyart n'a rien de pédagogique au sens strict. Ses livres ne sont même pas dédiés au roi ou à l'un des membres de la famille royale. Si leur succès est attesté par les rééditions au cours des années 1780, on n'en connaît guère le public avant le XIX^e siècle qui consacra l'abbé comme un auteur de prix scolaires. Mais son projet est bien de proposer des modèles : ses biographies, outre une partie chronologique, comportent au moins deux chapitres édifiants : l'un sur les vertus, l'autre sur la mort. Ce dernier s'inscrit dans la tradition des préparations à la mort qui eurent encore tant de succès,

¹⁶ *Les devoirs du prince...*, op. cit., p. XV-XVIII.

au moins sous la forme de rééditions, au cours du XVIII^e siècle. Quant au premier, il obéit à la norme des procès de béatification qui doivent examiner l'héroïcité des vertus de tout(e) candidat(e) à la sainteté.

On peut toujours poser l'hypothèse, invérifiable, que Proyart entendait édifier Louis XVI lui-même en lui rappelant le modèle de son père et de son arrière-grand-père. Ou encore, celle, encore moins vérifiable, qu'il pouvait espérer, tout comme Moreau de son côté, que ses livres seraient un jour proposés à la méditation au fils aîné de Louis XVI, Louis-Joseph-Xavier, né en octobre 1781¹⁷. Proyart instrumentalise la figure du prince chrétien au service d'un projet à la fois pédagogique, apologétique et politique. La justification de la biographie du dauphin, père de Louis XVI, est révélatrice. Proyart sait qu'il ne peut pas la légitimer par les hauts faits du prince dont toute la vie s'est déroulée à l'ombre du trône : « Être tel sans témoins, que l'on paraît en public, et savoir comme le Dauphin, donner l'empreinte de la perfection à tout le corps de sa conduite ; voilà, je crois, ce qui constitue la véritable et parfaite grandeur, celle qui passe sans nuage à la postérité »¹⁸. Autrement dit, le prince n'est donné ici en modèle que dans la mesure où son statut princier donne plus d'éclat et d'illustration à la leçon de morale chrétienne destinée au commun des mortels. Aussi l'éloge du prince chrétien servira-t-il à la fois la cause de la monarchie et celle de l'Église, car le prince ne peut être grand qu'en recherchant la perfection chrétienne. Mais, ce faisant, Proyart opère une réduction de l'héroïcité du prince, figure exceptionnelle, à la sainteté à laquelle tout homme est appelé quel que soit son rang. La nature même de ce projet destinait donc l'ouvrage au public le plus large possible.

Ainsi Moreau et Proyart entendent bien exposer la vraie nature de la monarchie et la vraie grandeur du monarque en s'adressant aussi bien au souverain lui-même qu'à ses sujets. À l'époque où la question politique centrale est désormais celle de la représentation des sujets et de la part qu'ils pourraient prendre au gouvernement de la nation, ils explicitent tous les deux, sur un mode différent, l'idéologie qu'incarne la personne du monarque. En la donnant à comprendre, ils font œuvre de pédagogues, pour lui et pour ses sujets.

17 Si Louis XVI a vraiment été marqué par l'enseignement de Moreau, on peut s'interroger sur les raisons pour lesquelles il ne l'a pas associé à l'éducation de son fils. En 1752, le duc d'Orléans avait confié celle du duc de Chartres à Foncemagne, historien et érudit, proche collaborateur de Moreau, cf. Pascale Mormiche, *Devenir un prince. L'école du pouvoir en France XVII^e-XVIII^e siècles*, Paris, CNRS Éd., 2009, p. 89 et 106-107.

18 *Vie du dauphin, père de Louis XVI*, in *Œuvres complètes*, t. IX, Paris, Méquignon, 1819, p. VIII.

II – Le prince chrétien

Le prince doit être bon chrétien. Moreau comme Proyart présentent des modèles historiques du prince chrétien. Tout en évoquant la figure tutélaire de saint Louis, le second s'est attaché à exalter d'abord les descendants de Louis XIV. C'est en premier lieu le duc de Bourgogne, en qui est décrite « la perfection du chrétien » : « sa religion était au-dessus de ce qu'on peut attendre des personnes de sa naissance : il fallait remonter dans l'histoire jusqu'aux temps de saint Louis, pour y retrouver des exemples de sa piété et de sa régularité »¹⁹. Il fait écho à la piété de son petit-fils, père de Louis XVI, dont la biographie parue cinq ans plus tôt consacrait un chapitre entier au même sujet : « il travailla constamment à réunir aux qualités propres du prince et de l'homme, toutes les vertus qui forment le parfait chrétien [...] Jamais prince ne fut plus instruit de sa religion que ne l'était le Dauphin. Il l'avait étudiée comme chrétien pendant son éducation : il l'étudia dans la suite en prince destiné à en être un jour le protecteur et l'appui »²⁰. Entre le petit-fils et le grand-père, le silence le plus absolu occulte la mémoire de Louis XV, alors même que Proyart vantait le retour de Louis XIV à la piété et soulignait que « dans le temps même que la religion condamnait sa conduite, [il] la respectait toujours et la faisait respecter à sa cour »²¹. Il n'aurait pas été impossible de tenir les mêmes propos au sujet de Louis XV. Quoi qu'il en soit, Proyart s'inscrivait dans une tradition ancienne et bien connue, pour laquelle la perfection du souverain dépendait de la perfection de l'homme, tradition portée tout naturellement par le courant dévot dont notre hagiographe est issu.

Moreau n'écrit pas une hagiographie des rois de France et ne se préoccupe donc pas de détailler leurs vertus pour mieux les exalter. Néanmoins, comme l'indique le titre de son œuvre, la morale demeure au cœur de son sujet car elle est la source de toute bonne législation et le vrai guide des souverains :

« Les révolutions que notre monarchie a essayées, vous présenteront cette grande leçon. Vous y verrez que l'injustice a toujours produit des fruits amers ; que les crimes du méchant ont toujours été la cause, l'infaillible cause, soit de ses malheurs, soit de ceux de sa postérité ; que le mal peut être l'occasion, mais ne sera jamais la source ni le germe du bien ; et que, s'il s'est vu quelquefois des scélérats puissants éblouis par des succès, et des Princes vertueux humiliés par

19 *La vie du dauphin, père de Louis XV, op. cit.*, t. VIII, p. 189.

20 *La vie du dauphin, père de Louis XVI, op. cit.*, p. 194-195.

21 *La Vie du dauphin, père de Louis XV, op. cit.*, p. 187.

des revers, jamais du moins il n'a été vrai de dire qu'il y eut des vertus nuisibles et des crimes heureux »²².

Pour lui, « il est aussi impossible à l'homme de se soustraire à l'empire de l'ordre moral qu'il lui est impossible de s'affranchir de l'ordre physique ». Et si, comme l'on peut évidemment s'y attendre, il qualifie saint Louis de « meilleur de nos rois » c'est bien parce que « la religion [...] sembla toujours l'élever au-dessus de lui-même » et que « le christianisme fut sa philosophie ». C'est dans la dernière partie de son règne, après 1254 que saint Louis donne toute la mesure de l'idéal du prince chrétien :

« Le bonheur public, auquel il travaillera sans relâche, sera pour lui le dédommagement des revers qu'il a essuyés, et ce bonheur, il lui donnera pour base la religion et la morale de J.C. [...] Il dira : j'ai pour loi ma conscience, pour règle l'évangile, et pour motif de mes actions la religion, qui seule peut épurer les intentions des princes et garantir à leur peuple le bon usage de leur puissance »²³.

Il célèbre encore en lui « l'homme le plus juste de son siècle, parce qu'il fut le plus religieux ». Le secret de saint Louis est d'avoir médité « tous les jours de sa vie cette sublime morale dont Dieu grava les lois dans notre cœur et que la religion révélée est venue ensuite y affermir »²⁴. En revanche, conformément à son projet, Proyard détaille le catalogue des vertus chrétiennes incarnées dans les modèles qu'il propose. Ainsi, chez le dauphin, père de Louis XVI, elles s'articulent principalement autour des vertus familiales : Louis est le paragon du bon fils, du bon époux et du bon père. Mais il n'en va pas de même pour Moreau qui entend avant tout retracer l'histoire de la « constitution » monarchique de la France. Il retient principalement les vertus du prince qui intéressent le droit public et la législation. La vertu cardinale entre toutes est la justice à laquelle, avant de se lancer dans le grand chantier des *Principes*..., il a consacré son petit traité :

« Feu Monseigneur le Dauphin envisageait donc la Justice comme assise sur le trône du monde; il regardait les souverains comme n'étant que les premiers sujets de cette Puissance universelle; il pensait que le genre humain pouvait se révolter contre elle, mais non lui faire perdre l'empire qui lui appartient, puisque c'est

22 *Leçons de morale, de politique et de droit public...*, op. cit., p. 22-23.

23 *Principes de morale, de politique et de droit public puisés dans l'histoire de notre monarchie ou Discours sur l'histoire de France*, Paris, Imprimerie royale, 1788, t. XX, XXII^e discours, p. 152.

24 *Ibid.*, p. 156.

en vertu même du pouvoir qu'elle exerce, et par l'effet inévitable de ses lois, que l'iniquité est le fléau de celui qui la commet, et la ruine du pouvoir qui la sert »²⁵.

Expliciter ce principe moral qui fonde le pouvoir monarchique constitue donc une étape préalable à l'histoire de celui-ci. Le développement logique du traité conduit Moreau à détailler les principes généraux du bon gouvernement avant de présenter la « constitution » de la monarchie française et les formes de son administration. Le *Discours sur la justice* vise donc à inculquer la théorie du modèle monarchique qui sera ensuite mise à l'épreuve de l'histoire.

Les rois que Moreau propose en modèle furent d'abord des rois justes : saint Louis évidemment, dont le « caractère fut la justice » et qu'« on se rappelle avec attendrissement, assis aux pieds d'un arbre dans le bois de Vincennes, écoutant lui même les plaintes de ses sujets et terminant leurs différends par une décision qui leur rendait le repos sans altérer leur fortune »²⁶. Mais aussi Henri IV : « En quoi, disait ce monarque, suis-je différent du reste de mes sujets, sinon en ce que j'ai la force de la justice à ma disposition ? »²⁷. Le contre-modèle est incarné par Louis XI, « cruel par faiblesse », réduit aux « vues courtes d'une politique insidieuse » et aux « souplesses de l'intrigue », et finalement « craint et méprisé ». Moreau le compare aux « petits tyrans qui se partageaient et désolaient l'Italie lorsque Charles VIII y porta la guerre » et dont « Machiavel ne fit que mettre en préceptes spéculatifs les indignes et ténébreuses pratiques »²⁸. Il est incontestable, comme l'écrit Ran Halévi, que Moreau, influencé par Montesquieu de même que le père de Louis XVI, envisage la constitution du royaume dans sa logique fonctionnelle et que, pour cette raison, il considère qu'il ne revient pas au souverain d'exercer lui-même la justice²⁹. Il n'en reste pas moins qu'il fait de la justice d'abord une qualité personnelle du monarque de laquelle dépend le bon fonctionnement des institutions. Chez lui, la rationalité de la constitution monarchique repose sur la vertu du roi.

Si la justice est « assise sur le trône du monde », elle ne préside pas seulement au gouvernement intérieur des États, mais également aux relations internationales. Pour le justifier, Moreau envisage les rapports entre les États comme si l'ensemble des puissances constituait, au niveau mondial, une

25 *Ibid.*, p. VI-VII.

26 *Les devoirs du prince...*, *op. cit.*, p. 125.

27 *Leçons de morale...*, *op. cit.*, p. 121.

28 *Ibid.*, p. 85.

29 R. Halévi, *art. cit.*, p. 352-357.

société à l'état de nature, c'est-à-dire antérieur à toute institution. Dans une telle perspective, leurs rapports doivent être analysés comme des rapports entre individus dans ce même état naturel de la société. Ils ne sont pas régis par des lois, mais par des contrats : « Les rapports des peuples sont, entre eux, ce que sont les relations d'homme à homme dans l'état de société naturelle. Les particuliers se lient par des contrats ; les nations se lient par des traités. Il y a donc entre elles une justice ; et ses principes sont les mêmes que ceux qui dirigent toutes nos actions »³⁰. Autrement dit, les princes doivent traiter entre eux selon la morale, avec bonne foi et loyauté. Moreau conçoit bien qu'il n'est pas illégitime de profiter des fautes d'un voisin, mais ne permet « jamais de lui tendre des embûches [...] : il vous sera impossible de concevoir que les ténébreuses intrigues et les perfidies malhonnêtes qui déshonoreraient le citoyen d'un état particulier, puissent faire la gloire des Rois, qui sont les citoyens de l'Univers ». Les guerres d'Italie, triomphe de la ruse, de la mauvaise foi et des trahisons, fournissent un contre-modèle idéal. Il est lui est plus difficile de trouver un parangon de la bonne conduite en matière de diplomatie. Encore une fois, il se rabat sur saint Louis : « Ce grand roi consulta son cœur et non l'exemple de son siècle. Les souverains étrangers le prirent pour arbitre de leurs différends et ses ennemis ne lui enlevèrent jamais par surprise ce qu'il était en état de leur disputer par la force ». Il tente bien de réfuter l'objection qu'en cette matière comme en toute autre, un prince juste risque fort d'être un prince faible puisque « la plupart des nations ont banni des relations qu'elles ont entre elles, et l'incommode vérité et les scrupules gênants ; et que, si dans une société tout le monde n'est occupé qu'à tromper, l'homme intègre et irréprochable se trouvera nécessairement victime de l'artifice de ses rivaux »³¹. Il doit bien reconnaître que la justice n'est pas un remède à la faiblesse, du moins peut-il arguer que, si le roi « est puissant, elle ajoute à sa force ».

Moreau ne saurait donc entrer dans les rêves d'une organisation supranationale de la paix qui, de l'abbé de Saint-Pierre à Kant, constituèrent l'horizon d'attente des Lumières en matière de relations internationales, au moins en Europe. Paradoxalement, il finit même par présenter l'exigence de justice comme un conseil d'habile stratégie : « Un Roi riche et puissant, s'il n'est pas l'ennemi secret contre lequel on cabale dans tous les Cabinets de l'Europe, est donc nécessairement l'ami dont tous les Princes veulent se concilier l'estime et

30 *Les devoirs du prince...*, op. cit., p. 82.

31 *Ibid.*, p. 83-84.

se ménager le secours : qu'ils aient tous autant de respect pour sa justice, que de confiance en son pouvoir, et leur intérêt sera de ne jamais se détacher de lui »³². Et, au prix d'une extraordinaire torsion de la réalité historique, il trouve même l'illustration de son propos dans l'exemple de... Louis XIV! Bien loin d'avoir été fauteur de guerres, ce monarque riche et puissant, aurait échoué, une fois parvenu au faite de la gloire, à donner la paix à l'Europe, non pas en raison de son injustice, mais à cause des calomnies de ses adversaires qui n'eurent de cesse « de publier, et malheureusement de persuader même, que [la France] était gouvernée par un Monarque ambitieux et injuste ». Moreau fait allusion à la propagande hostile à Louis XIV développée par les Provinces-Unies, notamment pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, et stigmatise Guillaume de Nassau : « Le Prince d'Orange ne réussit que trop bien à tromper les puissances qui se liguèrent contre nous ». Bref, la justice de Louis XIV n'était pas suffisamment explicite pour triompher des mensonges de son implacable ennemi et le roi soleil ne constitue pas un modèle convaincant... C'est alors que l'historiographe évoque Louis XV, très prudemment, sans le nommer alors qu'il règne encore au moment où il écrit et encore au moment où est publié l'ouvrage :

« Heureux lui-même le Monarque qui, depuis qu'il est sur le trône, a convaincu toutes les nations que la justice est l'âme de sa politique et que le désir d'envahir n'est jamais entré dans ses conseils! Je n'ose vous le nommer; mais je vois vos regards se porter naturellement sur le modèle que la nature a placé devant vos yeux. Voulez-vous mériter la confiance de l'univers? Imiter un jour sa modération, et prouvez, longtemps auparavant, que vous êtes digne de perpétuer dans l'Europe la haute opinion que les nations ont conçue de sa justice »³³.

L'allusion à la paix blanche signée par Louis XV à Aix-la-Chapelle en 1748 au terme de la guerre de Succession d'Autriche, paix par laquelle la France renonça aux Pays-Bas autrichiens qu'elle avait pourtant conquis, est ici évidente. Mais Moreau va sans doute plus loin. Au début de la guerre de Sept Ans, pour le compte du secrétariat d'État des affaires étrangères, il avait publié *L'Observateur hollandais*, périodique de propagande destiné à démontrer au public la légitimité de la politique suivie par Louis XV et la déloyauté de son adversaire britannique. Bon connaisseur de la politique étrangère, il faisait peut-être allusion aussi, dans ce passage des *Devoirs* à destination du futur Louis XVI, à la politique polonaise du roi qui aurait voulu, sans en avoir les

32 *Ibid.*, p. 86.

33 *Ibid.*, p. 87-88.

moyens, protéger la liberté de la Pologne face aux appétits de ses voisins. Mais pourquoi « n'ose »-t-il pas nommer Louis XV? Sans doute faut-il y voir l'écho des factions à la cour au moment où il écrit, en 1767. L'éducation des princes avait été confiée par le dauphin au duc de La Vauguyon, personnage assez mal connu et, semble-t-il, assez intrigant, dont la réputation de dévotion étroite est malaisée à vérifier, sinon par son intervention en faveur des jésuites au moment de leur suppression³⁴. On peut supposer que La Vauguyon faisait partie des contempteurs notoires de la vie privée de Louis XV; il faisait également partie des adversaires de Choiseul. La même prudence s'explique pour d'autres raisons au moment de la publication en 1775, alors que La Vauguyon n'est plus et que l'éducation du dauphin est achevée. On peut penser que Moreau n'aurait rien risqué à souligner publiquement la justice et la modération de Louis XV prouvées encore par son refus récent de prendre sa revanche sur l'Angleterre à l'occasion de la crise des Malouines entre celle-ci et l'Espagne. Mais dès cette époque, passé le temps des funérailles publiques, Louis XV était entré dans son purgatoire et sa *damnatio memoriae* avait commencé. Il n'était pas de bon ton d'évoquer le feu roi d'autant que l'orientation majeure de sa politique étrangère, l'alliance avec la Cour de Vienne, n'avait jamais rencontré l'adhésion de l'opinion, à la Cour comme à la Ville. Il aurait été encore plus risqué, de faire explicitement son éloge au détriment de Louis XIV qui demeurait le standard officiel de l'idéal monarchique.

III – La loi, émanation de l'ordre divin

Pour Moreau comme pour Proyard, le pouvoir politique ne contient pas en lui-même sa propre fin. Il n'est que l'instrument de la puissance divine pour faire régner la loi de Dieu qui règle la nature comme les sociétés humaines qui sont œuvres divines : « la règle du pouvoir existe avant le pouvoir même, et cette règle est dans sa destination primitive. Il est une justice antérieure à l'établissement de toute société et cette justice est l'ordre que Dieu donna à la société dont il est l'auteur : elle est la voix du seul souverain auquel les rois soient soumis; elle est leur loi comme celle de leurs sujets »³⁵. Le sens de

34 Bernard Hours, « Carrière et ambitions d'un "grand bigot" à la cour de Louis XV : le duc de La Vauguyon », in Klaus Maletke et Chantal Grell (dir.), *Hofgesellschaft und Höflinge an europäischen Fürstenhöfen in der Frühen Neuzeit (15-18 Jh)*, Münster, Lit Verlag, 2001, p. 141-152.

35 *Leçons de morale...*, op. cit., p. 20-21.

cette loi est d'œuvrer pour le bien et le bonheur de tous : « Régner en effet, ce n'est pas jouir, c'est faire jouir les autres ; c'est leur assurer les bienfaits de la Nature ; c'est défendre une société et contre sa propre injustice, et contre celle de ses voisins. [...] Gouverner un État, c'est y assurer aux hommes, par des règles fixes et uniformes, tous les avantages que l'auteur de la Nature attachait à l'établissement des sociétés »³⁶. Ces « règles fixes et uniformes » composent ce que Moreau appelle « l'administration publique », qui se trouve ainsi directement fondée sur la loi divine. On ne peut mieux poser une théorie du « droit divin » au sens propre du terme.

Juriste avant même d'être historien et historien parce qu'il est à la recherche des sources du droit, Moreau partage avec son siècle la conviction qu'il n'est de bonne administration que dans l'uniformité des lois, et dans leur conformité à l'ordre naturel lui-même conforme à la volonté divine. Cette vénération pour la loi commande sa vision de l'histoire de la monarchie française, développée explicitement en réaction aux thèses de Boulainvilliers. Les *Principes* décrivent la corruption puis la résurrection progressive de l'ordre légal après les temps obscurs de la féodalité durant lesquels la loi fut bafouée au profit des relations interpersonnelles consignées dans des contrats et des pactes. La féodalité signifia, à ses yeux, une déroute du droit public, et donc de la notion d'administration au profit d'une politique contractuelle de droit privé. Parce qu'elle donnait valeur juridique à des rapports de force, celle-ci ne pouvait tenir lieu de justice. En revanche, à partir de Philippe Auguste et plus encore de saint Louis, avec la publication des ordonnances royales générales, la monarchie réinvestit sa fonction et peu à peu renaît l'administration publique, fondée sur le pouvoir de justice du souverain. Ainsi, la monarchie absolue correspond-elle vraiment au « droit divin ».

Dans cette histoire la magistrature joue un rôle de conservatoire absolument décisif. Moreau le montre notamment à travers l'exemple des descendants de Clovis, ceux que l'on appela les rois fainéants, époque qu'il dit avoir « toujours regardée comme une des parties les plus intéressantes de notre histoire »³⁷. Elle est, en effet, décisive pour sa démonstration historique. Les rois ne gouvernent

36 *Ibid.*, p. 25-26.

37 Par la place accordée aux deux premières races de la monarchie, l'œuvre de Moreau fait écho, mais dans une visée et sur un ton très différent, moins exclusivement moralisateur et plus juridique à *L'Abrégé de l'histoire de France* écrit par Fleury pour l'éducation de Louis XV. Cf. Cardinal de Fleury, *L'Abrégé de l'histoire de France écrit pour le jeune Louis XV*, Chantal Grell (éd.), Archives départementales des Yvelines, 2004.

plus et leur autorité est passée entre les mains des maires du palais. Mais, ces derniers, pour asseoir leur pouvoir sur une base légitime, ne peuvent se passer de la magistrature (dont la distinction avec la noblesse n'est pas très claire) réunie dans les plaids que les nouveaux maîtres continuent à convoquer au nom du roi : « les descendants de Clovis n'ont plus que le titre et les honneurs de la royauté : ils dorment sur le trône et leur sceptre est entre les mains du maire. Mais comme il sait qu'il n'est point à lui, et qu'il a besoin de la docilité des magistrats, il les appelle à ses conseils ; et pour régner avec sûreté, il sent qu'il a besoin de régner avec justice »³⁸. Ainsi, contrairement aux apparences, cette période d'effacement de l'autorité royale consacra en réalité la puissance du principe monarchique et la « révolution qui fit passer le sceptre » dans la maison de Pépin d'Héristal, ne fut « funeste qu'à la maison régnante » : « le sang de Clovis perdit ses droits. La puissance royale recouvrit les siens »³⁹. Cette restauration fut consacrée par le règne de Charlemagne, que Moreau invite son élève à considérer comme « un des plus grands princes de l'univers ». Il consacre un « discours » entier de ses *Principes* à l'œuvre législative de Charlemagne, qui permet de se former « l'idée des vrais principes de la constitution française ».

Moreau établit ensuite une distinction essentielle et constitutive du caractère propre de la monarchie française entre « pouvoir législatif » et « législation ». Le premier compose « la plénitude du pouvoir » : il s'agit des « droit et puissance qui résident dans tous les États sur la tête du Souverain seul [...], de la force et de l'autorité qui nécessitent l'obéissance et qui s'identifient avec la volonté du Prince ». La législation, quant à elle, est affaire des spécialistes auxquels le souverain confie la codification de sa volonté. C'est « la lumière qu'il cherche lui-même, lorsqu'il interroge la conscience des sages », lumière née de « la délibération froide et calme de ces Officiers expérimentés, qui, préposés au Gouvernement des Provinces, ou chargés de les parcourir, venaient ensuite à la Cour du Monarque lui proposer leurs vues et l'aider de leurs réflexions. [...] Vous en conclurez que Charlemagne n'eut jamais ni des collègues, ni des Coopérateurs qui pussent l'arrêter, mais des conseils auxquels il imposait lui-même le devoir de l'éclairer »⁴⁰. Ainsi se trouvait ancrée dans l'histoire la nature constitutionnelle de la monarchie bourbonnienne, à la fois rationnelle, absolue et de conseil, en vertu du droit divin de justice.

38 *Leçons de morale...*, *op. cit.*, p. 42-43.

39 *Ibid.*, p. 46.

40 *Ibid.*, p. 52-54.

En adoptant un point de vue plus religieux et moral que juridique Proyart rejoignait celui de Moreau. Il se fondait sur les écrits du père de Louis XVI, conservés par la dauphine puis par Mesdames Tantes pour servir à l'hagiographie du prince. Certes, on y voyait la puissance monarchique légitimée par un argument ontologique en forme de syllogisme : le prince n'existe que par son autorité, or l'autorité est un attribut divin par excellence, donc le prince n'a d'autorité que par Dieu⁴¹. Mais cette puissance s'exprimait avant tout comme puissance de justice :

« La puissance des rois n'est établie que pour exercer en particulier celle de Dieu, pour punir et récompenser, effrayer par les châtimens, attirer par les bienfaits, faire naître une noble émulation, maintenir le bon droit, le défendre contre la violence, terminer les dissensions et les querelles, [...] voilà les traits de ressemblance que l'autorité des rois doit avoir avec celle de Dieu, telle est la manière dont ils doivent prouver que la source est divine »⁴².

De cette puissance de justice, émane celle de faire des lois dont le caractère uniforme et général est, comme chez Moreau, la marque de la vraie souveraineté : « C'est pour conserver la justice que l'on a établi des souverains et ensuite qu'on a fait des lois, dont le principe est de dicter les mêmes oracles dans tous les temps et pour toutes les personnes »⁴³.

IV – Les deux puissances

Si l'autorité monarchique est, par nature, consubstantielle de l'autorité divine et qu'elle puise en cette dernière la légitimité de son action législative, les relations entre le prince temporel et l'Église n'en sont pas simplifiées bien au contraire. Moreau ne cesse de mettre en garde son élève contre les empiètements de « la puissance ecclésiastique ». On peut même affirmer qu'il s'agit d'un thème majeur, récurrent au fil de son entreprise, qui n'a pas connu cependant tout le développement prévu. Les *Principes* ayant été interrompus avec la mort de Philippe le Hardy, Moreau n'a pas eu le temps de traiter des démêlés de Philippe le Bel avec Boniface VIII, du concordat de Bologne, des relations d'Henri IV avec les papes de la fin du XVI^e siècle. Par ailleurs, il semble n'avoir pas eu l'intention d'aborder le règne de Louis XIV.

41 Bernard Hours, *La vertu et le secret*, op. cit., p. 330.

42 *Ibid.*, p. 330.

43 *Ibid.*, p. 336.

Sous sa plume, l'histoire de France se décline comme une histoire sainte orientée par la providence :

« Je ne perdrai aucune occasion de faire observer à nos Princes les bienfaits de la providence. Que n'a-t-elle pas fait dans tous les temps pour conserver à la France son Gouvernement et sa Religion? [...] la constitution était changée et la Monarchie détruite, si le sang de Clovis eût été encore cinquante ans sur le Trône; et quant à la Religion, observons combien les événements politiques la servirent. Clovis avait été dans les Gaules une barrière contre les progrès de l'Arianisme, et sans Charles-Martel elles fussent devenues la proie des Mahométans : lui seul arrêta ce torrent qui était sur le point d'inonder l'Europe. L'Espagne est redevenue un royaume catholique : aurait-elle eu cet avantage, si dès la fin du huitième et au commencement du neuvième siècle, la France eût été couverte de mosquées? »⁴⁴.

Affirmer la protection spéciale de la providence sur la France et son gouvernement, n'est pas seulement une manière de légitimer implicitement la politique des rois. C'est aussi ménager l'espace critique nécessaire à la revendication d'une autonomie face au pouvoir pontifical romain. L'histoire providentielle de la monarchie est celle d'un long combat, pour émanciper le souverain de la tutelle ecclésiastique à la fois pontificale et épiscopale. Deux figures se font face : Louis le Pieux que Moreau, comme tous les historiens gallicans, appelle Louis le Débonnaire, et saint Louis. Le premier est érigé en antimodèle : la condamnation sans appel de ses erreurs, fournit le prétexte d'une leçon sur l'indispensable distinction entre les pouvoirs temporel et spirituel. En revanche, la grandeur de saint Louis tient, en particulier, au fait qu'il eut une claire conscience de cette distinction. Comme son lointain prédécesseur, il avait le souci de faire régner la loi de Dieu, mais, contrairement à lui, il en faisait une juste application.

Certes Louis le Débonnaire ne porte pas toute la responsabilité : son règne et celui de ses fils consacrent la politique amorcée par Pépin le Bref qui, pour asseoir sa puissance, prit le risque de soumettre la monarchie à la tutelle ecclésiastique. Pour se faire élire roi à la place de Childéric III en novembre 751, il eut à cœur d'obtenir la légitimation pontificale, et obtint l'aval du pape Zacharie sur « la question la plus étrangère à l'autorité spirituelle du Saint-Siège »⁴⁵. Moreau lui reproche encore d'avoir systématiquement pris l'avis de Rome « dans toutes les affaires ecclésiastiques et même sur plusieurs objets appartenant uniquement au gouvernement civil [...] : « Il refusait l'attache de

44 *Principes de morale...*, *op. cit.*, t. V, 1778, Discours VII, p. 150.

45 *Ibid.*, t. V, 1778, Discours VII, p. 71.

l'autorité royale à tous les règlements de discipline auxquels le Pape n'avait point encore donné son approbation ; il procurait aux décrets de Rome la plus prompte et plus entière exécution »⁴⁶. En fait, Moreau file le paradoxe. Il n'a de cesse de souligner que cette « révolution » ne fit que substituer une dynastie à une autre, et même qu'elle fut salutaire, dans la mesure où elle sauva la constitution et le principe monarchiques. Mais, en même temps, il est choqué par ce viol de « l'ordre de Dieu », c'est-à-dire de la loi fondamentale de la succession héréditaire : « Nous nous indignons encore et avec bien de la justice, contre les entreprises de la Cour de Rome, qui voulut [...] délier les Sujets de leur serment de fidélité »⁴⁷. Paradoxalement, la deuxième faute réside dans le sacre de 751 réitéré en 754 par le Pape Étienne II. Non que Moreau remette en cause la cérémonie du sacre en elle-même, mais il fustige l'interprétation qui en fut donnée et qui tend à prévaloir encore de son temps. Il démontre que le sacre ne doit pas être confondu avec un sacrement, que l'onction avec le saint-chrême n'est pas une ordination, qu'en conséquence la dignité royale ne peut pas être assimilée à la dignité épiscopale (sinon, comme un évêque, le roi pourrait être suspendu par un concile, ce qui arriva justement à Louis le Débonnaire puis à Lothaire), que c'est mal comprendre les Écritures que de légitimer l'institution du sacre par l'exemple des rois Saül et David⁴⁸.

Reste que Louis le Débonnaire demeure le plus coupable : « le pieux monarque se flatta avec plaisir de voir tous ses sujets ne se conduire que par la direction des pasteurs de leurs âmes »⁴⁹. Moreau le dépeint tout entier adonné à ses exercices de piété aussi bien qu'à l'étude des Écritures et des Pères, au point d'abandonner la conduite des affaires à ses conseillers ecclésiastiques de telle sorte que l'épiscopat devient sous son règne le véritable maître du royaume. Sa plume frémit d'horreur et d'indignation lorsqu'il décrit la scène

46 *Ibid.*, t. V, Discours VII, p. 70-71.

47 *Ibid.*, t. V, Discours VII, p. 111-112.

48 *Principes de morale...*, *op. cit.*, t. IX, 1779, Discours XII, p. 111-112. Tout en proclamant le plus grand respect pour Bossuet, Moreau, à propos des évêques conseillers des souverains carolingiens, prend le contre-pied de la *Politique tirée des propres paroles de l'Écriture sainte* et de l'interprétation littérale des textes qui y est développée : « Les premiers et souvent les seuls livres que le clergé étudiait alors sans cesse, étaient les livres saints ; on voulut y trouver tout, non seulement les vérités de morale, mais celles de politique, de législation et d'administration : on lut, on médita, on cita sans cesse l'Écriture sainte ; mais on l'entendit mal, car on appliqua, tantôt à la puissance politique et civile, ce qui y est dit de ce pouvoir suprême que le Créateur exerce sur les êtres libres et intelligents, dont il ne détruit ni altère la liberté ; tantôt à l'administration publique de la Monarchie française, ce que l'on y trouve de relatif aux principes et aux formes de l'administration politique des monarchies d'Israël et de Juda », *Ibid.*, p. 354-355.

49 *Ibid.*, p. 326.

d'Attigny en 822 où Louis fit l'aveu de ses fautes, ou encore celle de sa déposition et de sa pénitence publique en 833 au Champ du Mensonge, attribuant l'une et l'autre à l'abus de pouvoir des prélats. Avec Louis le Débonnaire, la dignité royale semble encore plus avilie qu'à l'époque des derniers héritiers de Clovis. Et l'explication réside dans la mauvaise application d'un juste principe : Louis « eut raison de dire, *la loi de Dieu sera la loi de mon empire*; mais il eut tort de dire, l'autorité de l'Église sera le pouvoir que j'emploierai pour rendre mes sujets heureux et tranquilles »⁵⁰.

Au contraire, saint Louis fait figure de restaurateur, parce qu'il sût tenir tête au pape aussi bien qu'aux évêques. À aucun moment, Moreau ne développe la théorie théocratique des deux glaives et de la suprématie du spirituel sur le temporel. Mais il s'indigne des prétentions pontificales qui en sont la conséquence. Le scandale atteint son comble avec le concile de Lyon en 1245, « brigandage » au cours duquel Innocent IV déposa l'empereur Frédéric II :

« [Ce] fut, d'un bout à l'autre, un tissu d'irrégularités et de scandales. Innocent IV voulait y faire juger l'empereur, et il oublia qu'en supposant que le tribunal de l'église en eût le droit, il fallait au moins que ce prince fût accusé, et cité devant elle pour s'y défendre. Il s'en fallait bien qu'Innocent IV sût, comme Innocent III, déguiser, sous l'appareil des formes, une entreprise injuste en elle-même. Frédéric entendait de toutes parts les menaces du pontife; il ne reçut ni ajournement, ni sommation de sa part, et sans doute qu'il eût été difficile de trouver des gens qui eussent osé les lui porter. Le pape monte en chaire, prononce contre le premier des souverains de l'Europe un discours furieux; il mêle aux invectives atroces une sommation insolente, et finit cet horrible sermon par une excommunication au moins insensée, en ce qu'elle prévenait le jugement de l'assemblée »⁵¹.

Cet épisode est l'occasion, pour Moreau, de dévoiler sa profonde méfiance vis-à-vis de Rome et du pouvoir pontifical. En évoquant les « manifestes » dont Frédéric II « inonda l'Europe » pour sa défense, il blâme l'empereur de céder encore à « la superstition et l'ignorance de ce siècle », et met en garde Louis XVI contre la persistance de ces erreurs encore défendues par certains théologiens : « Peu s'en faut que l'empereur n'y fasse du pontife, le monarque absolu de l'Église dont il ne fut jamais que le chef. Il semble mettre au nombre des dogmes de foi, tout ce que pensaient alors et pensent encore les docteurs ultramontains de la toute-puissance et de l'infaillibilité du Saint-Siège, toutes les fois qu'il ne

50 *Ibid.*, p. 333.

51 *Principes de morale...*, *op. cit.*, t. XIX, 1787, Discours XXII, p. 421-422.

sort point des bornes de la juridiction pastorale »⁵². Gallican, Moreau dénie au pape une quelconque infaillibilité. Mais il reproche aussi à Frédéric II d'avoir semblé admettre que le concile avait compétence pour déposer un prince hérétique. Au contraire, il fait de saint Louis un héros avant l'heure de la déclaration des Quatre articles de 1682, comme si cette dernière avait seulement produit au grand jour la doctrine authentique et immuable de la monarchie. Il affirme que le roi de France ne « croyait pas qu'une excommunication pût détrôner un Roi ». Il ne tint qu'à « l'étrange caractère » du pape, que la crise n'ait pas trouvé un dénouement satisfaisant. Saint Louis en revanche, propose sa médiation, rencontre Innocent IV, mais le quitte « bien convaincu que *l'on peut fort bien se dire à la place de Jésus-Christ sur la terre et ne guère lui ressembler* »⁵³. Fort du mécontentement que suscite en France l'attitude d'Innocent IV, il révoque « les permissions jusqu'ici données de faire en France les levées d'argent ordonnées par le pape », et fait défense à ses commissaires d'y effectuer des emprunts⁵⁴.

Contenir le pouvoir pontifical dans de justes bornes, n'empêche pas de lui manifester le respect qui lui est dû. Car l'objectif de Moreau est de « saisir le juste milieu qui sépare l'irrégulière indocilité d'avec l'obéissance aveugle et superstitieuse »⁵⁵. Aussi montre-t-il saint Louis indiquant la juste voie :

« Comparez les lettres que Louis écrit alors au Pape et celles par lesquelles il avertit ses propres officiers du respect qu'ils doivent au Saint-Siège. Si, par des représentations fermes et respectueuses, il fait entendre au premier qu'il est

52 *Ibid.*, p. 435-436.

53 *Ibid.*, p. 440. Moreau dit emprunter la citation à « un de nos meilleurs historiens modernes » et renvoie à *l'Histoire de saint Louis composée pour le Grand Dauphin*, t. I, p. 449. Il s'agit sans doute de Nicolas Filleau de la Chaise dont *l'Histoire de Saint-Louis* (Paris, J.-B. Coignard, 1688, 2 vol. in-4) fut composée en partie grâce à une documentation rassemblée par Le Nain de Tillemont.

54 *Principes de morale...*, op. cit., t. XIX, 1787, Discours XXII, p. 445-446.

55 *Leçons de morale...*, op. cit. p. 97. Les *Principes de morale...* s'interrompent à la veille du règne de Philippe le Bel. Moreau indique clairement dans quel sens anti-romain il eût développé la suite de son histoire : « ses démêlés avec la Cour de Rome nous fourniront l'occasion [...] de remonter aux véritables causes des pouvoirs que les Papes avoient acquis, et dont ils abusèrent. Je vous ferai parcourir rapidement les progrès de cette autorité, depuis le célèbre divorce qui mit le jeune Lothaire aux pieds de Nicolas I et d'Adrien II jusqu'aux écarts scandaleux qui mirent Boniface VIII aux prises avec Philippe le Bel. Vous verrez que ce qui, malheureusement pour les Princes, accrédita l'abus de l'autorité Pontificale, fut l'abus de l'autorité que ceux-ci firent eux-mêmes de la leur. Les Papes ne parurent d'abord s'armer que contre le crime [...]. Les Papes ont ensuite eux-mêmes perdu leur crédit, lorsqu'à l'incompétence du Tribunal, ils ont joint l'injustice des Jugements. Je ne sais si l'on a fait assez réflexion que les derniers excès que la Cour de Rome ait osé se permettre, ont été les efforts qu'elle fit contre Henri IV. Elle s'exposa à la haine publique, et pensa compromettre les droits les plus légitimes du Saint-Siège, lorsqu'elle en abusa contre une cause si juste et contre un Prince si bon. [...] Ce sera là le lieu d'exposer sous vos yeux les vraies, les anciennes, les invariables maximes du Clergé de France sur les libertés de l'Eglise Gallicane, et de vous prouver que, si les Rois doivent respect, protection et liberté à la puissance pastorale qui vient de J.C., Dieu ne confia jamais à l'Eglise le Sceptre qui gouverne les Empires ».

résolu de l'arrêter toutes les fois qu'il se permettra quelque entreprise contre l'autorité royale, et s'il met au nombre de ces entreprises ces excommunications et ces interdits qui jetaient alors l'effroi dans toutes les consciences, il a grand soin d'ordonner également aux autres, et de ne jamais irriter le Saint-Siège par des imprudences, et de ne disputer à l'Église aucun des droits qu'elle tient de Jésus-Christ »⁵⁶.

Dès le neuvième volume des *Principes*, Moreau livre la grille de lecture de l'histoire des rapports entre la monarchie gallicane et Rome. En quelques pages, il développe son système éthico-théologico-politique. Dieu a créé la loi morale antérieure à toute institution humaine et appelle les hommes au Salut. Il revient au gouvernement civil de faire respecter la première : il dispose pour cela de la contrainte légitime. Le Salut est affaire de l'Église qui, à cette fin, ne peut recourir à la force, car le Salut s'acquiert par les mérites et nécessite donc que l'homme soit libre d'y travailler ou non. C'est donc la liberté fondamentale des hommes qui oblige chacun des pouvoirs spirituel et temporel à demeurer dans sa propre sphère, et à ne pas empiéter sur les attributions de l'autre. Ainsi, les deux puissances trouvent également en Dieu leur origine et leur destination, mais elles demeurent strictement indépendantes l'une de l'autre⁵⁷.

Proyart, en revanche, insiste beaucoup moins sur la question des deux puissances, pierre d'achoppement du théologico-politique, et donc de toute légitimation de la monarchie gallicane. Sans doute cela tient-il au genre biographique qui ne se prête guère aux développements théoriques, *a fortiori* lorsque la biographie porte, comme c'est le cas ici, une visée moralisatrice et édifiante. La question est abordée une première fois très rapidement dans la *Vie du dauphin, père de Louis XVI*. Proyart cite quelques extraits des écrits du dauphin. Le fils de Louis XV fait preuve d'une grande prudence : « On sent aisément que ces deux puissances n'ont ni le même fondement, ni le même objet, ni la même fin ; mais distinguer exactement ce qui est du ressort de l'une et de l'autre, mais déterminer clairement leurs limites de sorte qu'il ne s'élève plus entre elles aucune contestation, voilà en quoi on peut dire que personne n'a réussi jusqu'à présent »⁵⁸. Le seul point sur lequel le prince se montre catégorique, d'accord en cela avec ce que Moreau écrira quelques années plus tard, c'est la nature de l'onction reçue au sacre : assurément elle n'a pas valeur d'une ordination et ne met donc pas le roi au rang des ecclésiastiques. Il est très clair

56 *Principes de morale...*, op. cit., t. XIX, 1787, Discours XXII, p. 450.

57 *Principes de morale...*, op. cit., t. IX, 1779, Discours XII, p. 327-331.

58 Cité dans B. Hours, *La vertu et le secret*, op. cit., p. 184-185.

pour lui que la cérémonie du sacre n'ajoute rien à l'autorité que le roi tient de son titre seul. Si le souverain a une autorité en matière ecclésiastique, il ne la tient donc pas du sacre, mais de sa fonction. Il n'est pas impossible que la publication des *Principes*, et notamment du t. IX, paru en 1779 deux ans après la *Vie du Dauphin, père de Louis XVI*, ait incité Proyart à préciser ce qu'il voulait faire dire aux princes dont il avait entrepris de se faire le thuriféraire. En 1782, dans la *Vie du dauphin, père de Louis XV*, il cite des écrits du duc de Bourgogne qui, à partir de prémisses différentes, vont cependant dans le même sens. Pour le petit-fils de Louis XIV, la distinction des deux puissances s'explique par analogie avec la distinction entre l'âme et le corps : « Quoique ces deux gouvernements diffèrent dans leur objet, autant que l'âme diffère du corps, il y a néanmoins entre eux des relations et des dépendances mutuelles, aussi intimes que celles du corps avec l'âme, et ils doivent se soutenir l'un par l'autre »⁵⁹. Quelques lignes plus loin, le prince affirme, en se fondant sur les Écritures, que le sacerdoce ne saurait s'approprier une quelconque autorité sur l'empire, mais c'est aussitôt pour disculper l'Église de toute prétention en ce sens : « ce serait calomnier l'Église que de lui attribuer, comme un sentiment qu'elle avoue, un préjugé mis en avant par l'ignorance ou l'ambition de quelques particuliers ». Certes, il reconnaît aussitôt qu'il serait tout aussi calomnieux de prétendre que l'empire est « l'oppresseur du sacerdoce », sous prétexte que « quelques souverains, en certaines circonstances, ont voulu porter la main à l'encensoir ». Il n'en reste pas moins que l'on retient surtout, sous la plume d'un héritier virtuel du trône, des propos apaisants à l'égard du pouvoir pontifical et peu conformes à la méfiance, voire à l'hostilité de la tradition gallicane. Propos plus conformes en revanche, à l'exaltation de la piété du prince développée sur une trentaine de pages⁶⁰. Rapportant tout à Dieu, priant souvent, pratiquant l'oraison, communiant tous les quinze jours et à toutes les fêtes selon un règlement minutieux qu'il s'était tracé à ce sujet, adonné aux lectures pieuses et assidu aux offices (messes, vêpres et salut), convertissant par son exemple, le duc de Bourgogne ne semble guère éloigné de cette dévotion de moine que Moreau reprochait avec tant de vigueur à Louis le Débonnaire et qui fut selon lui, une des causes de sa faiblesse face à l'épiscopat.

Ainsi, malgré des convergences fortes et attendues, une divergence majeure apparaît entre Proyart et Moreau, entre les deux modèles princiers qu'ils

59 *La vie du dauphin, père de Louis XV, op. cit.*, t. VII, p. 279.

60 *La vie du dauphin, père de Louis XV, op. cit.* t. VIII, p. 187-218.

tentèrent de promouvoir et, sans doute, de faire indirectement passer dans l'éducation des princes. Cette divergence fait peut-être écho à une polémique contemporaine, qui n'est pas tout à fait étrangère à la question de l'éducation princière et du modèle qui devait y être promu. Nous avons vu qu'à la fin des années 1770 la mémoire du père de Louis XVI, fut au centre d'une querelle : avait-il été un prince dévot ennemi de la philosophie nouvelle, ou un prince à la religion éclairée et ouvert aux progrès de l'esprit humain ? Panégyristes et biographes s'affrontèrent, et, même si les tenants de la première position furent les plus nombreux, ils n'éclipsèrent pas totalement les seconds. Le débat n'était pas gratuit et traduisait d'autres oppositions dont l'enjeu était l'orientation de la politique royale entre rénovation de l'absolutisme traditionnel et évolution du système monarchique. Après la démission de Necker en mai 1781, et après la naissance du premier fils de Louis XVI au mois d'octobre, prendre parti pour l'une ou l'autre voie, en proposant des modèles au monarque, c'était également prendre date pour être éventuellement associé à l'éducation du prince lorsque le temps serait venu. Il n'est pas impossible que Proyart aussi bien que Moreau, tous deux pédagogues à leur manière, aient pu y songer. Proyart représentait assurément la voie d'une politique dévote. Moreau, qui avait rompu avec les philosophes mais qui demeurait marqué par ses origines jansénisantes et qui était imbu de la tradition juridique royale, incarnait la voie sobre mais convaincue de la piété gallicane. Deux modèles entre lesquels balança la vie du dernier roi de l'Ancien Régime, mais en décalage complet par rapport aux évolutions de la philosophie politique depuis le milieu du siècle. Effrayé de la distance croissante entre celle-ci et la constitution monarchique à laquelle il consacrait son *opus magnum*, Moreau y inséra à plusieurs reprises des mises en garde contre une subversion totale de l'autorité royale. Quant à Proyart, il était entré de plain-pied dans la lutte contre « l'impiété du siècle » et ses « funestes conséquences ».

Bernard HOURS

Université de Lyon, UMR 5190 LARHRA

bernard.hours@univ-lyon3.fr